

La Lettre de la RMF UE



Continuité dans le changement...après un aviateur ... un "marin du ciel" !



Ce numéro estival est à plus d'un titre particulier car, si comme d'habitude il aborde des sujets variés dans les domaines des opérations ([Eupol Afghanistan](#)), de la transformation (RETEX des opérations ou missions), du développement capacitaire ([Galileo](#)) et du volet politico-militaire (emploi des GT 1500), il est aussi l'occasion de saluer le travail et donc de vous présenter les hommes et les femmes de la représentation militaire française auprès de l'UE, certains d'entre eux quittant l'équipe cet été.

C'est enfin pour moi l'occasion de répondre à une interview et de signer mon dernier éditorial de la lettre de la RMF UE, ayant le très grand honneur et le plaisir d'être nommé inspecteur général des armées à compter du 1^{er} septembre prochain.

Inutile de dire que ces deux années passées à Bruxelles furent riches en événements de toute nature et profondément exaltantes tant par les sujets traités que par les contacts noués avec tous ceux qui ont à cœur de faire avancer l'Europe de la Défense.

Bonne continuation à tous et bienvenue à mon successeur, le vice-amiral d'escadre Xavier Païtard .

Général de corps aérien Patrick de Rousiers

Chef des représentations militaires françaises auprès des Comités militaires de l'UE et de l'OTAN,
Conseiller militaire des Ambassadeurs auprès du CoPS et auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

Flexibilité d'emploi de BG 1500

eu

trio.be

Le [concept](#) de « [Battle Group 1500](#) » (BG 1500) ou « [Groupement Tactique 1500](#) » ([GT 1500](#)) de l'UE a fait l'objet d'un accord en date du 14 juin 2004. Il se définit comme « *le paquet de force minimum pour être militairement efficace, crédible, cohérent et apte aux actions autonomes ou à la conduite de la phase initiale d'une opération plus importante* ». Les missions qui peuvent être confiées aux GT UE sont les missions dites « [de Petersberg](#) » : missions humanitaires ou d'évacuation des ressortissants, missions de maintien de la paix, missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix.

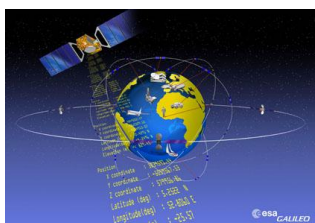
Lors de la présidence suédoise au deuxième semestre 2009, le Conseil de l'UE a validé la possibilité d'utiliser des éléments de GT UE en dehors du cadre de la réponse rapide. Les Etats membres armant les GT UE doivent signifier qu'ils sont prêts à détacher des unités du GT en alerte et la décision de déployer ces éléments doit être prise par les 27 à l'unanimité. Cette disposition a pour but, seulement en dernier recours, de contribuer à une génération de force pour laquelle les Etats membres ne parviendraient pas à fournir des unités spécialisés, comme par exemple les hélicoptères. La présidence espagnole, début 2010, a permis de tracer de nouvelles pistes afin d'améliorer la coopération entre les GT en alerte et renforcer leurs liens avec l'Etat-major de l'UE ([EMUE](#)). Ces échanges d'informations permettent une meilleure planification d'anticipation et augmentent la réactivité des GT UE (en complément, lire la [note du Parlement européen](#) sur les BG1500) ■



Galileo

Initié dans les années 1990 et mis en œuvre depuis par la [Commission européenne](#), lancé officiellement par le Conseil en 2002, le programme Galileo s'appuie sur l'expertise de [l'Agence spatiale européenne](#) qui assure le rôle de maître d'œuvre. [Galileo](#) est le système européen de navigation et localisation par satellite. D'une précision inférieure à un mètre et visant des performances supérieures à l'américain [GPS](#) (Global Positioning System), au russe [GLONASS](#) (GLObal NAVigation Satellite System) et au projet (2015) chinois ([Beidou](#)), il permettra aux usagers publics ou privés d'émettre et de recevoir leur position. Les enjeux sont importants. D'un point de vue stratégique, Galileo va permettre

[l'indépendance de l'Europe](#). Les retombées économiques potentielles, notamment dans le marché des applications et des services, sont considérables (créations d'emplois, opportunités de coopération internationale...). Des applications très variées sont attendues, pour la recherche et le sauvetage en mer par exemple, ou dans le domaine aérien avec la possibilité d'un guidage automatique des avions en phase d'atterrissage. De nombreux Etats ont manifesté leur intérêt pour le système. ([Voir les vidéos](#)). Le lancement des dix-huit premiers satellites (pour une cible de trente) devrait s'achever d'ici 2014, permettant l'ouverture des premiers services au public ■



Le Focus du mois

Le Retex des opérations et missions de l'UE

Depuis 2003, l'UE a lancé plus de 20 [opérations et missions](#). Chacune a amené son lot d'enseignements et assis sa crédibilité en tant qu'acteur de la gestion de crises. Le RETour d'EXpérience ([RETEX](#) en Français) ou « lessons learned - LL » (UE) joue donc un rôle majeur dans la planification et la conduite des opérations et des missions de la PSDC. Il joue aussi un rôle dans son adaptation aux nouvelles menaces.

Aujourd'hui, le RETEX dans l'UE demeure partagé entre plusieurs acteurs. S'agissant des missions de l'UE, la Capacité de planification civile des crises ([CPCC](#)) dispose de son propre processus. Le processus LL des opérations militaires est, pour sa part, mis en œuvre par l'Etat-major de l'UE ([EMUE](#)). La division « Concept et Capacités » recueille les informations fournies par les OHQ/FHQ et alimente les acteurs de la PSDC avec des synthèses, contribuant, d'une part au développement de concepts en alimentant le CDIP (plan de mise en œuvre du développement des concepts), et d'autre part au développement capacitaire au travers du Plan de développement des capacités ([CDP](#)) de l'[Agence européenne de la défense](#). Il dispose d'un outil informatique « ELMA » permettant de classer les enseignements recueillis et d'en assurer le suivi. Ce processus est complété par l'organisation de séminaires. [L'Institut d'Etudes de Sécurité](#), qui dépend du Secrétariat Général du Conseil, a par exemple organisé le 18 mars dernier le [premier séminaire de RETEX](#) sur les [enseignements de l'opération EUFOR TCHAD](#). Opérationnel depuis août 2007, le processus de RETEX est encore très jeune et demande des évolutions pour s'adapter aux restructurations en cours. En effet, face à l'augmentation des informations recueillies, aux défis de l'approche globale, l'EMUE mène un projet visant à mieux coordonner les moyens et approfondir les capacités d'analyse de l'information collectée tant civile que militaire. Ce projet ambitieux propose différents types d'améliorations visant à faciliter les échanges entre les acteurs, à définir un concept spécifique à l'UE, à généraliser les séminaires, à rechercher une harmonisation des procédures civiles et militaires, et à améliorer la prise en compte du RETEX national en facilitant l'accès de la base de données de l'Union « ELMA » aux Etats membres ■

Agenda

1 septembre 2010
Nouveau RepMil
[UE/OTAN](#) Vice-amiral
d'escadre [Xavier Païtard](#)

6-7 septembre 2010
Evénements pour les 10
ans de la [résolution](#)
[1325 des Nations-Unies](#)
sur les femmes, la paix
et la sécurité

7 septembre 2010
Séminaire civilo-militaire
sur la Formation

16 septembre 2010
[Conseil européen](#)

29 septembre 2010
Session à l'occasion des
5 ans du Collège
européen de sécurité et
de défense ([CESD](#))

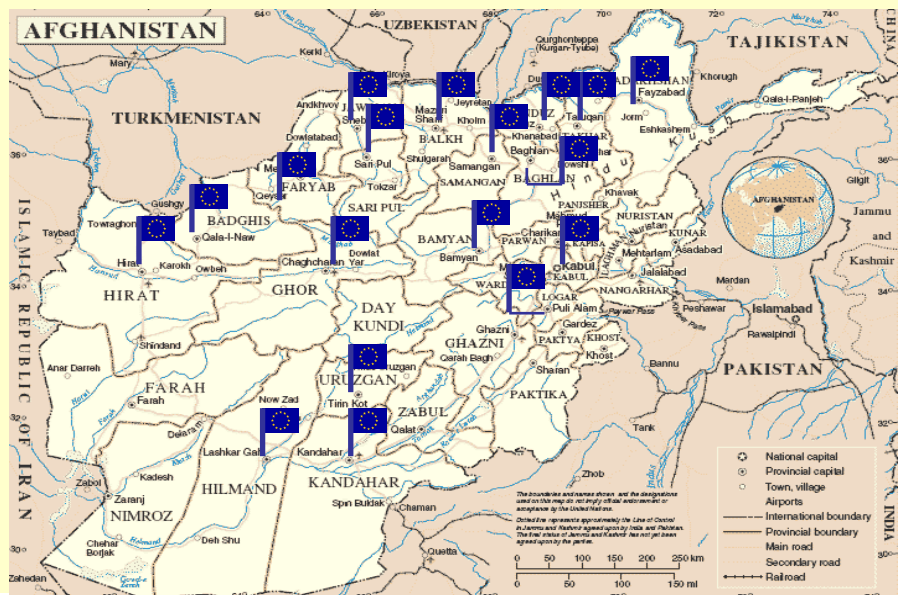
Actualité

EUPOL AFGHANISTAN

Lancée en 2007, [EUPOL Afghanistan](#) est une mission de police non exécutive, ressortant du volet civil de la politique de sécurité et de défense commune ([PSDC](#)). Elle a pour mission de conseiller et d'accompagner les décideurs afghans dans le domaine de la police civile ([voir la vidéo](#)). Elle constitue à ce titre le seul acteur international strictement dédié à ce volet, notamment au niveau stratégique. De plus, [EUPOL](#) conçoit des actions de

formation qu'elle conduit désormais en étroite coordination avec la mission de formation de l'OTAN en Afghanistan ([NTM-A](#)). Disposant d'un état-major à Kaboul, la mission comprend deux composantes, l'une

dédiée à la police, l'autre à l'instauration d'un Etat de droit. Elle dispose en outre d'équipes dans la capitale et dans différentes régions. ([voir la vidéo](#)). Commandée depuis le 15 juillet 2010 par le général de police finlandais Jukka Petri Savoleinen, elle possède un effectif théorique de 400 experts internationaux, dont 5 militaires de la Gendarmerie française, provenant de 21 Etats membres et de 4 Etats tiers. Actuellement prolongée jusqu'au 31 mai 2013, EUPOL Afghanistan a d'ores et déjà connu de réels succès, notamment au titre de la réorganisation de la police à Kaboul et de la préparation des élections présidentielles de 2009 ■



L'équipe de la RMF UE



Général de corps aérien Patrick de ROUSIERS

Trente-cinq années de carrière militaire m'ont mené de Salon de Provence à Bruxelles en passant par Strasbourg (Pilote de Reconnaissance - Cdt d'Escadre), Luxeuil (Commandant du 2/4 La Fayette), Nancy (Cdt de base aérienne), Paris (EMAA Plans - EMA Adjoint du Major Général - EMA Euratlantique) et quelques autres lieux...

Inutile de dire qu'ici, la vie quotidienne est profondément différente de celle vécue à Taverny, Lyon et Balard lorsque je commandais le CDAOA ou encore de celle vécue lors de mes différents déploiements opérationnels ; mais s'il est un point commun, c'est le plaisir de côtoyer des hommes et des femmes dévoués et passionnés par les enjeux qui sont devant eux. C'est pourquoi je vous invite à les découvrir... et à nous rejoindre un jour !



Général de brigade (T) Maurice de LANGLOIS

CYR - ABC - 5°Rgt Cuir FFA - 23° BIMA FFCV Dakar - 2° Dragons 2°DB Laon - 4° Rgt de Chasseurs 27°BIM - EM: EMAT (CROSAT) - RTIDF/CORTOME - EMA Plans - OPS: IFOR - KFOR. Divers : aide de camp du Grand Chancelier de la Légion d'Honneur. Marié+9. Fonction: adjoint du REPMIL, je veille à la défense des intérêts français sur l'ensemble des dossiers, principalement opérations et capacités, tout en assurant la promotion de la

PSDC au sein de la nouvelle organisation issue du Traité de Lisbonne. Plus précisément, il s'agit d'étendre notre influence nationale sur la place de Bruxelles en cultivant les relations avec les 26 autres délégations et les organismes de l'UE. Les relations UE-OTAN, dans le nouveau contexte national, prennent une place grandissante. Les contacts avec mes homologues diplomates de la représentation permanente auprès du Comité politique et de sécurité sont fréquents et les échanges avec les autorités parisiennes pour affiner les directives nationales sont quotidiens.



Colonel (A) Pascal ROUX

Promotion 81 de l'École de l'air. Carrière de pilote essentiellement tactique sur Transall et les opérations associées en Afrique ou en Europe centrale ; de commandement d'un escadron tactique (Touraine) puis d'adjoint forces de la base d'Orléans-Bricy, chargé des unités ops (escadrons avions et de soutien SIC, CPA10, unité ciel ouvert, ...); de RI chef de la section UE à l'EMA. Aujourd'hui, en fin de mandat,

je n'ai pas vu passer trois années passionnantes de CEM durant lesquelles nous avons conduit une présidence, vécu le lancement d'un nouveau traité ambitieux et fondateur, participé à un retour dans la structure intégrée de l'OTAN, une organisation avec laquelle, les liens déjà étroits se resserrent encore. Appelé à d'autres fonctions à la fin de l'été, tous mes vœux accompagnent mon successeur, le Col (A) Eric Labourdette.



Colonel (A) Christophe AUFORT

Promotion 85 de l'École de l'air, pilote de chasse sur Jaguar puis sur Mirage FICT en tant que Commandant du Régiment de chasse « Normandie-Niemen », chargé du retour d'expériences et de la doctrine puis assistant militaire du Commandant du CDAO. Commandant en second du CASPOA. Chef de la section « gestion militaire des crises » en charge du suivi des opérations militaires de l'UE depuis

la phase de planification (concept de gestion de crise) jusqu'au lancement (décision de lancer l'opération). Chargé de préparer le Comité militaire, j'ai une vision transversale des autres domaines d'actions de la PSDC que sont les missions civiles et le développement des capacités. Les relations nouées avec mes vingt six homologues mais également la Commission et le Parlement européen sont enrichissantes et passionnantes, notamment dans le contexte actuel de la mise en œuvre du Traité de Lisbonne : une fonction prenante pour une expérience unique.



Commissaire colonel Marc de BECDELIEVRE

Entré à l'école du commissariat en 1985, j'ai passé ces 25 ans entre le corps de troupe (3^{ème} REI - 4^{ème} RE - 1^{er} REC), les séjours hors métropole (Guyane - Djibouti) et des postes à vocation multinationale (OTAN à Mons - projection ONU au Cambodge - montée en puissance du CRR-FR à Lille - RMFUE).

Alors que mon séjour à Bruxelles s'achève, je retiendrai la richesse de la période de la PFUE en 2008, la qualité des échanges avec les Affaires étrangères et la variété des domaines couverts. En charge de budget (Athéna), de la formation (CESD - Erasmus militaire) et des relations avec les OI (ONU - UA), j'ai pu mesurer les progrès accomplis. Sur le point de rejoindre la Réunion, tous mes vœux accompagnent mon successeur, le CRE COL Philippe Pourqué.



Colonel (A) Jean-Pierre MONTEGU

Une carrière opérationnelle de pilote de chasse sur Jaguar, 126 missions de guerre. Commandement d'un escadron Mirage 2000 C et D à Djibouti pendant 3 ans. Passages au Centre d'expériences aériennes militaires puis à l'EMIA-FE de Creil, section transformation, après le CID. Chef de la section développement des capacités à la RMFUE, c'est conseiller le Représentant militaire français, assurer le

relais de l'EMA vers Bruxelles : l'AED et le Comité militaire, assurer l'interface avec les industriels de défense et les lobbies bruxellois, toujours être à l'affût des initiatives de la Commission, des cercles de réflexion, des autres agences et ministères, etc. Avec le Traité de Lisbonne et la mise en place des nouvelles structures de gestion de crise, l'UE est en perpétuel mouvement. Des sujets aussi riches que variés ; pas un jour ne ressemble à l'autre !



Capitaine de vaisseau Jean-Marie LUCAS

12 années de mer, 2 commandements, embarquements et affectations en états-majors à forte dominante RH...rien de tout cela ne me prédisposait à être affecté à Bruxelles. Projeté sous présidence française de l'UE dans le monde politico-militaire, je me suis adapté, comme pour toute autre affectation, à un environnement inédit. Comprendre et promouvoir

les positions nationales, acquérir la vision globale indispensable à la perception des enjeux de la PSDC, veiller en permanence, anticiper, extraire et transmettre l'information utile, alimenter son réseau, construire à son niveau un peu de l'édifice européen, conseiller sur les choses de la mer... Ma nouvelle mission, riche et pleine d'imprévus reste comme toujours une école d'humilité.



Colonel (G) Philippe CHOLOUS

Chef de section de combat dans les Troupes de marine, j'ai rejoint la Gendarmerie pour y effectuer une carrière exclusivement opérationnelle à dominante « maintien de l'ordre, intervention, défense », notamment au Centre National d'Entraînement des Forces de Saint-Astier, à la tête de l'Equipe Légère d'Intervention 11/2 de Bordeaux, du Groupe des Pelotons Mobiles de Guyane

et du Groupement II/6 de Gendarmerie Mobile de Hyères. Mon affectation à la RMF UE me permet de valoriser l'expérience acquise en opérations extérieures, et de continuer à servir ma Patrie en milieu international, interministériel et interarmées. Enfin, la vie à Bruxelles constitue l'occasion de partager en famille les multiples richesses culturelles et humaines d'une ville extraordinairement cosmopolite.



Lieutenant-colonel (TA) (T) Yvan GOURIOU

Fonction : adjoint à la section « gestion militaire des crises », concepts et exercices. Mon travail consiste à assurer un suivi des opérations, des exercices ainsi que du développement des concepts militaires de l'UE. Ce poste offre la possibilité d'être véritablement acteur dans le cycle décisionnel de l'UE. Tous les documents validés par un groupe de travail (à 27). Au sein de ce groupe de travail, l'objectif consiste à défendre la position de la France tout en veillant à ce qu'une solution de compromis puisse être trouvée. L'ambiance de travail y est excellente malgré les oppositions ponctuelles entre Etats membres.



Chef de bataillon (T) Emmanuel DEVIGNE

CYR ; chef de section et commandant d'unité au 27° puis 13° Bataillon de chasseurs alpins ; CoFAT. Je suis actuellement le cursus de l'enseignement militaire supérieur. Volontaire pour cette mission de 6 mois dans les institutions européennes, je profite de cette position privilégiée pour m'initier au fonctionnement et aux grandes problématiques opérationnelles, capacitaires et institutionnelles de la PSDC. Tout en travaillant au profit de la RMF UE, je suis les réunions des différents Comités : militaire, civil, et politique de sécurité. J'assiste aussi à la sous-commission défense du Parlement européen ainsi qu'aux *think tanks* « sécurité et défense ». Mes attributions me donnent par ailleurs une large ouverture sur l'OTAN.

Lieutenant de vaisseau Karine FOLL

Officier de spécialité Renseignement et Relations internationales, mon parcours professionnel a été marqué par de nombreux embarquements, affectations en état-major parisiens (EMM, EMA) puis de région (chef du bureau renseignement d'[ALFOST](#), chef de cabinet CECLANT) avant de rejoindre en juillet 2009 la RMF UE comme chef de section soutien. Ce fut sans conteste une des années les plus passionnantes de ma carrière. Le contexte multinational et interarmées de ce poste permet un enrichissement personnel quotidien et les évolutions récentes de l'UE et de l'OTAN sont fascinantes à plus d'un titre. Appelée à devenir chef de [cabinet UE/OTAN](#) en septembre 2010, je vais sans nul doute continuer à découvrir les rouages de ces deux formidables structures internationales.

ASP (A) Aloïs COPPENS d'ECKENBRUGGE

Après trois ans en classes préparatoires en lycée militaire, je suis aujourd'hui en deuxième année de [l'Ecole de l'Air de Salon de Provence](#). Cette formation essentiellement scientifique m'a tout de même offert la chance de réaliser un stage de sept semaines à la RMF UE où je suis chargé d'étudier le volet aéronautique militaire de la PSDC. Ce changement de domaine, aussi abrupt que passionnant, m'a permis de me faire une idée beaucoup plus précise des relations diplomatiques européennes, de la coopération entre les Etats membres et, plus globalement, de ce qu'est réellement l'Union européenne. A l'issue, je finirai à Salon ma formation d'ingénieur pour commencer ma formation en vol à Cognac.

Adjudant-chef (A) Jean-René MARC

Sorti d'école je pars pour le Kurdistan. L'international devait marquer la suite de ma carrière. Au sein du CATA 00.854 je pratique la comptabilité SICORESTHO, finances et l'informatique. Muté à la Réunion puis à Metz, service déplacements, j'intègre l'antenne Commissariat du C.FAC - échelons précurseurs et échanges bilatéraux à l'étranger. Riche de ces expériences avec l'international je pars en Roumanie comme assistant d'attaché de défense et gestionnaire DCMD où j'acquiers de nombreuses connaissances (RH, administration et finances du MAEE). Depuis 2007, adjoint au chef de la section soutien de la RMF UE, je suis en charge de la préparation des Comités militaires et du soutien logistique. Polyvalence, mobilité, disponibilité et réactivité sont les atouts pour réussir à ce poste. Je quitte Bruxelles pour intégrer le cabinet du [Directeur chargé des Affaires Stratégiques \(DAS\)](#).

Adjudant (T) Mylène NAVARO

Après une première expérience à la [DPSD](#) ainsi qu'à la [SFOR](#) en G2/CI, je passe mon BSTAT chancellerie et suis affecté au CFT puis au CRR-Fr lors de sa création. Attirée par l'étranger, j'ai rejoint la section soutien organique de la RMFUE à l'été 2008, peu avant la présidence française. Travaillant au sein d'une équipe resserrée mais très dynamique, je suis en charge du soutien et de l'administration du personnel de la RMFUE et de tous les insérés dans l'UE. Après deux années, je peux témoigner d'une expérience très enrichissante et pleine d'imprévus. L'UE est un monde dont la plus grande plus-value est sans aucun doute la diversité des échanges, interarmées mais aussi interalliés. Bruxelles offre par ailleurs des opportunités culturelles qu'il serait dommage de ne pas saisir.

Sergent-chef Antoine DEMELAS

Sorti d'école en 1998, je rejoins la RMF UE suite à ma 1^{ère} affectation sur la base aérienne 128 de Metz; en unité puis au sein de l'EM du CFA. Gestionnaire administratif de formation, ma spécialité balaie un large spectre de compétences notamment dans le domaine financier et administratif. Après un détachement au Kosovo en tant que trésorier adjoint et ma participation à l'exercice aérien MAPLE FLAG au Canada ([Vidéo ici](#)), je saisis l'opportunité de servir de nouveau à l'étranger. Affecté depuis l'été 2007 à la RMF UE, au sein de la section soutien, je découvre le travail en milieu interarmées au travers des institutions de l'UE; la diversité des tâches qui m'incombentrompt la monotonie.

Premier-maître Stéphanie DESBOIS

Premier-maître secrétaire militaire, j'ai débuté ma carrière en 1995 sur le pétrolier ravitailleur « Durance ». Affectée au bureau militaire de [l'Ecole Navale](#) puis du Centre d'instruction navale à Brest, j'ai effectué deux opérations extérieures en Macédoine et au Kosovo. Mon Brevet Supérieur passé, j'ai rejoint le J1 du CPCO à Paris où je me suis initiée à la gestion des effectifs dans un cadre à la fois interarmées et multinational. Affectée à la RMF UE en juin 2007, je suis chargée des transmissions, du chiffre et de la chancellerie. C'est un emploi très polyvalent et peu routinier qui demande beaucoup d'engagement et de temps. Il me permet d'apprécier pleinement la construction européenne et d'avoir une vision plus large des affaires militaires européennes traitées par la France. Je retourne dès cet été l'Ecole Navale, où je servirai plus spécialement à l'Ecole des officiers du commissariat de la Marine.

Madame Elizabeth SAUDADIER

J'ai intégré l'équipe de la RMF UE il y a trois ans pour le poste de secrétaire particulière du Représentant militaire de la France auprès de l'UE. Forte de mon expérience en milieu civil, j'évolue maintenant dans un environnement militaire et j'acquiers chaque jour une connaissance grandissante des institutions européennes et du milieu interarmées. Les tâches très diverses et variées ainsi que le fait d'avoir pu participer de l'intérieur à la PFUE en 2008 m'ont permis d'avoir une approche plus concrète de l'Europe et notamment de l'Europe de la Défense. Cela me procure au point de vue personnel, outre une expérience professionnelle unique, une satisfaction et un épanouissement de tous les instants.

Monsieur Pascal DOUMENE

Faisant initialement escale à Bruxelles en 2007 dans le cadre d'un congé pour convenance personnelle, j'ai été rapidement recruté pour les déplacements du général chef de la représentation militaire auprès du Comité militaire de l'UE. Après 20 années comme « saco », avec une vie jalonnée de passages en commando marine, en compagnie de protection et en tant que capitaine d'armes, cette fonction originale m'aura permis d'être aux premières loges des grands rendez-vous et des évolutions de la [PSDC](#). Je retourne au large cet été et je rejoins la presqu'île de Crozon, pour reprendre mes fonctions de capitaine d'armes, cette fois à l'Ecole Navale.

Bénédicte BERTHOLOM

Formation : Master 1 – 2 Etudes Européennes à l'Université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle. Mémoire sur [l'opération Artémis](#) en République Démocratique du Congo.
Fonction : Stagiaire au sein de la section S2 « Gestion civile des crises » auprès du Colonel Cholous, je participe au suivi des missions civiles PSDC. Intéressée par les relations internationales et plus particulièrement par les questions de défense et de gestion de crise, ce stage m'a permis d'élargir mon champ de connaissances, de mieux appréhender les enjeux sécuritaires européens, ainsi que leur traitement politico-militaire.
Fin de stage : Difficile de quitter une équipe si attachante, mais un autre stage m'attend... Retour vers Paris pour découvrir la [DAS](#).

Hugues de la BRUNETIERE

Arrivé à la fin de mon master en Affaires Européenne et Intelligence Economique à l'ISC Paris, j'ai choisi de rédiger un mémoire sur l'information et l'influence dans l'Europe de la défense, fort peu connue du monde civil. En tant que stagiaire, j'ai été affecté pour 6 mois à la section capacitaire où je m'intéresse aux programmes à échéances longues tels que les programmes spatiaux, les innovations technologiques, l'évolution des accords de désarmement... Grâce à ce stage, j'ai pu assister à l'épanouissement de l'Europe de la défense après la mise en place du Traité de Lisbonne, à la mise en place du [Service européen pour l'action extérieure](#) et au fonctionnement des institutions de l'UE et des agences au service des Etats membres. La RMF UE est une excellente opportunité pour rencontrer des personnes brillantes qui m'ont beaucoup apporté et commencer à créer un réseau de travail pour se lancer, après le diplôme, dans la vie professionnelle.

Antoine ERTZSCHEID

Formation : Master 1 « droit public général » à la faculté de droit de Rennes. **Fonctions :** Stagiaire à la section « gestion militaire des crises/exercice », mon activité consiste essentiellement à rédiger des notes sur des points de droit communautaire général ou plus centrés sur la PSDC. Ces deux mois de stage sont pour moi l'occasion d'une approche concrète des institutions européennes, d'un approfondissement de mes connaissances juridiques et de multiples opportunités de rencontres passionnantes. Tout ceci facilité par le très bon accueil de l'équipe !
Après le stage : Master 2 « Administration et politiques publiques » à l'université Paris II Panthéon Assas.



INTERVIEW

du

Général de corps aérien Patrick de ROUSIERS



Chef des représentations militaires françaises
auprès des Comités militaires de l'UE et de l'OTAN, Conseiller militaire des Ambassadeurs auprès du
CoPS et auprès du Conseil de l'Atlantique Nord

1. Mon général, durant 2 années passées à la tête de la Représentation militaire française de l'UE, vous avez vécu plusieurs moments importants de la construction européenne et de l'engagement français dans cette construction. De la présidence française de l'UE en 2008 au Traité de Lisbonne, des opérations EUFOR Tchad à EUTM Somalia, des initiatives dans le domaine du transport aérien, à celle qui concerne les synergies civilo-militaires en matière de capacités, quel bilan tirez-vous des avancées de la Politique Européenne de Sécurité et de Défense Commune PSDC ?

Avancées... vous avez choisi le mot juste car force est de constater que l'appétit pour l'Europe de la Défense est vif et croissant. Cela tient sans doute de la perception d'un destin commun fruit d'une histoire européenne riche et parfois agitée mais également à la place et au rôle que peuvent y jouer les nations. L'absence de leadership hégémonique et la règle du consensus obligent en effet à procéder par alliance et surtout impose de convaincre les autres états membres de la pertinence, de telle ou telle proposition, qu'elle soit liée au développement capacitaire, à des changements institutionnels ou à des engagements opérationnels.

A l'UE et à l'image de ce qui se passe dans tout Etat démocratique, l'emploi de moyens militaires n'est pas une fin en soi mais un moyen – parmi d'autres – permettant de répondre à une situation de crise. Ceci renforce le besoin d'explication, mais cette fois au sein des différentes instances de l'Union européenne, afin que le volet défense et sécurité soit pris en compte à bon escient et efficacement.

Au bilan il me semble que, si la Politique de Sécurité et de Défense Commune n'existait pas...il faudrait l'inventer ! En effet, comment aurions nous favorisé la stabilisation de la situation en Géorgie ou aidé progressivement à la prise en compte du problème de la piraterie par la Somalie et les états voisins ou enfin permis d'aborder l'ensemble des enjeux liés à la surveillance de l'Espace ou à la lutte contre les engins explosifs improvisés ?

Exacerbée par la crise financière, notre solidarité ressort renforcée et nombre d'initiatives voient le jour : synergies pour les flottes de transport aérien militaire (projet EATF), interopérabilité aéronavale (IIAE), formation hélico ; autant de gages du dynamisme de ceux qui veulent faire progresser les capacités militaires européennes.

2. Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, 2010 semble marquer un nouveau virage pour l'UE. Comment envisagez-vous avec la nouvelle organisation qui en découle, l'avenir de la PSDC ? Quels sont les défis qui nous attendent ? Quel rôle la France peut-elle jouer ?

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle époque pour l'UE, celle d'une plus grande visibilité dans le domaine des relations extérieures, celle d'une plus grande synergie civilo – militaire, celle de la fin du rôle prééminent des présidences tournantes, celle de l'émergence d'un nouvel acteur le Service Européen pour l'Action Extérieure, celle de nouvelles relations avec la Commission et le Parlement. Consolidant les avancées obtenues depuis une dizaine d'années, il nous faudra maintenant accroître nos interfaces avec l'ensemble des acteurs et résoudre de nombreux défis. Parmi ceux-ci, la mise en œuvre de la clause de solidarité (un des apports du Traité de Lisbonne) me semble être porteuse de changements profonds (institutionnels, législatifs, organisationnels,...) tout en répondant à une attente légitime des citoyens européens : celle de voir l'UE en mesure de répondre – fut-ce avec des moyens militaires – à des catastrophes naturelles ou des attentats terroristes majeurs survenus sur le sol européen.

Sur ce sujet comme sur tous les autres liés à la PSDC, la France devra continuer à jouer un rôle prééminent tant les avancées sont le fruit des initiatives, de la persévérance et de la capacité de persuasion des Etats membres. Or, j'ai pu le constater à maintes reprises, la voix de la France porte... et est entendue.

3. Un an après le sommet de Strasbourg-Kehl et la décision de la France de participer de façon pleine et entière à la structure de commandement de l'OTAN, quel bilan peut-on en tirer ?

C'est indéniablement, un bilan positif que j'illustrerai dans trois domaines complémentaires :

La montée en puissance du dispositif se poursuit sans heurt car l'accueil par les autres nations est positif. Le réseau des insérés français se met progressivement en place selon les plans d'armement qui nous permettent d'être présents de façon harmonieuse dans les domaines opérationnels, capacitaires et politico-militaires.

Notre capacité d'influence est grandissante car les Français sont écoutés au sein des délégations étrangères, à l'état-major international mais aussi au secrétariat international. Les réseaux qui s'organisent entre les personnels français selon les thématiques opérationnelles, capacitaires, politico-militaires commencent à porter leurs fruits. Les Français apportent des idées et des analyses qui sont appréciées, c'est ainsi que dans le domaine des opérations, sur l'approche globale, la lutte contre la piraterie ou la réponse à la crise haïtienne, le réseau national – pour perfectible qu'il soit – a pu fonctionner efficacement pour orienter les travaux. Enfin, les études préparatoires au Concept Stratégique et à la réforme des structures de commandement de l'OTAN ont indéniablement bénéficié de la présence française dans le commandement stratégique de la transformation (ACT) et le commandement stratégique des opérations (ACO).

Enfin, nous pouvons nous servir de l'OTAN comme outil de rayonnement de notre savoir faire. Si cela était déjà perceptible depuis longtemps avec la planification et l'exécution des exercices, notamment ceux liés à la force de réaction rapide de l'OTAN (NRF), notre réponse récente au questionnaire de l'OTAN dans le cadre de la planification de défense – par l'excellence du dossier remis – fut l'occasion pour une partie du siège de l'OTAN et pour de nombreuses délégations et donc pour leurs capitales, d'apprécier l'investissement, l'organisation et les capacités opérationnelles de l'outil de défense Français.

4. Quels sont à présent les enjeux majeurs pour la France au sein de l'OTAN ?

L'OTAN est notre Alliance ; nous devons donc continuer à y tenir pleinement notre place et partager nos convictions avec les 27 autres nations notamment dans le domaine du retour d'expérience en opérations (RETEX) et de la réflexion stratégique. Si nous devons nous enrichir des autres il convient aussi d'être pro actif dans tous les domaines : c'est ce que nous permettent progressivement les personnels français insérés qui se mettent en place au sein de la structure intégrée de l'OTAN.

Nous souhaitons aussi faire partager notre vision de l'Alliance du XXI^{ème} siècle : celle d'une Alliance marquée par un fort lien transatlantique, par une solidarité marquée entre ses membres et enfin une Alliance qui continue à s'adapter pour faire face aux défis présents et à venir. Le prochain Sommet de Lisbonne sera à cet égard capital.

5. Mon général, vous êtes depuis le 1^{er} décembre 2009, le représentant militaire de la France auprès des comités militaires de l'UE et de l'OTAN. En quoi cela a-t-il aidé à une meilleure prise en compte de la vision française des questions de défense ?

A l'image de près d'une vingtaine de mes collègues, je suis « double casquette » UE/OTAN, ce qui multiplie les opportunités d'échanges tant au Justus Lipsius (siège de l'UE) qu'à Evere (siège de l'OTAN) mais tout en conservant – et c'est indispensable - deux équipes spécialisées permettant ainsi d'être réactif, force de proposition et outil efficace au profit des ambassadeurs placés auprès du Comité politique et de sécurité (COPS UE) et du Conseil de l'Atlantique nord (CAN OTAN) comme bien entendu vis-à-vis du CEMA ou du DGA.

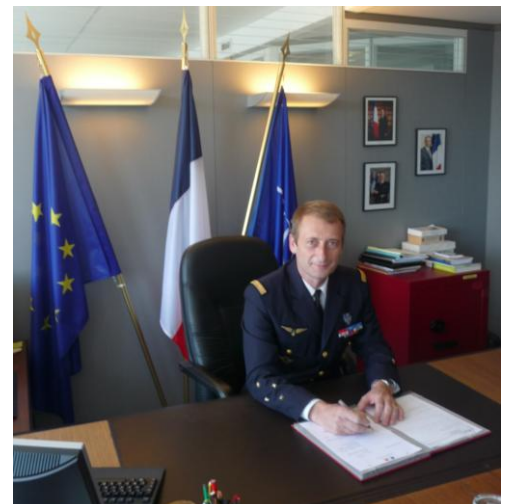
6. Recherchant la cohérence et la complémentarité, l'OTAN et l'UE dans le domaine de la PSDC ont chacune un rôle à jouer. Quelle est votre idée sur ce sujet ainsi que sur les pistes d'amélioration possibles ?

Des Balkans à l'Afghanistan en passant par l'Océan indien, l'Alliance atlantique et l'Union européenne opèrent côte à côte et donc sans partage temporel ou géographique : l'inverse serait une hérésie et ferait fi des profondes différences entre les deux entités.

Pour autant, elles font face à des défis communs et doivent en conséquence améliorer leur partenariat notamment dans deux domaines : celui du développement capacitaire et celui de la synergie civilo – militaire.

Puisqu'il n'y a ni armée européenne, ni armée de l'OTAN mais que les moyens sont acquis et détenus par les nations, il est judicieux de poursuivre avec détermination dans la voie tracée par Alexander Weiss et le Général Abrial : celle d'un partenariat accru entre l'agence européenne de Défense (AED) et ACT.

De même convient-il de repenser les accords régissant les relations entre l'UE et l'OTAN notamment pour tenir compte de la légitime volonté de l'Alliance de pouvoir interfacer avec les acteurs civils sur le terrain mais aussi en amont, lors des phases de planification.



Nommé Inspecteur général des armées à compter du 1er septembre 2010, il relèvera directement du ministre de la défense et remplira, sous son autorité, des missions d'inspection, d'étude et d'information.

Les inspecteurs généraux issus de chacune des trois armées portent notamment leur attention sur l'aptitude des forces armées à mener des opérations interarmées.